



« Alliance pour une nouvelle gauche »



Tribune publié le 7 mai 2015, Libération

Après la débâcle des élections départementales, la gauche est en vente à la découpe. Le gouvernement et le Parti socialiste ont été une nouvelle fois sanctionnés dans les urnes. L'abstention record, tout comme la course en tête du FN, expriment à la fois l'écoeurement et le rejet du système politique dans son ensemble. Mais la colère populaire n'a débouché, pour le moment, que sur le ressentiment et le repli aussi réactionnaire qu'autoritaire. Comment pourrions-nous nous laisser enfermer dans deux logiques mortifères, se nourrissant l'une l'autre : d'un côté, l'austérité et la régression ; de l'autre, la réaction autoritaire et la xénophobie ? Nous devons prendre nos responsabilités et conjurer ce scénario de la désespérance. La reconstruction d'une force politique émancipatrice, en phase avec les urgences sociales et environnementales est un impératif urgent auquel il faut dès maintenant s'atteler.

La première étape est de faire émerger un pôle rassemblant toutes celles et ceux qui veulent donner une colonne vertébrale sociale et écologique à une nouvelle gauche. Car il n'y a pas d'écologie conséquente et populaire sans rupture avec la logique du profit et le dogme de l'austérité. Et il n'y a pas d'émancipation humaine sans préservation de l'écosystème, et donc sortie du modèle consumériste et productiviste. L'articulation entre le mouvement ouvrier et l'écologie politique permet de poser la question des finalités de l'économie. Elle nous ramène à des choix fondamentaux, qui consistent à tourner l'économie vers la satisfaction des besoins du grand nombre et la préservation de la planète. Nous refusons d'attendre Godot, ce retour de la croissance des années 60 ni possible ni souhaitable. Le cap doit être clair : ce n'est pas la compétitivité que nous recherchons, mais la construction d'une « société du bien vivre » à même d'assurer à chacune et à chacun une vie meilleure.

Quant à la méthode, une seule permet d'avancer : la démocratie véritable en lieu et place de la « gouvernance » qui donne aux élites le pouvoir de décider pour le peuple. Une nouvelle république, c'est-à-dire un changement radical de notre fonctionnement institutionnel et démocratique, doit être mise en œuvre à travers la fin du présidentielisme, la proportionnelle, le statut de l'élu : le chantier est immense et ne s'arrêtera pas aux portes des entreprises. Les salariés, comme les usagers, ont leur mot à dire dans le cours de la production. Ce qu'on produit, et la façon de le produire, doit devenir l'affaire de toutes et de tous.

Pour permettre une dynamique sociale, culturelle, citoyenne, il faut fédérer toutes celles et ceux qui veulent changer le monde et ne considèrent pas qu'il n'y a qu'une seule alternative possible, celle de la gestion du capitalisme tel qu'il est. La nouvelle gauche ne naîtra pas d'un cartel de partis, mais le signal d'une alliance nouvelle doit donner l'envie de s'engager à ces millions de nos concitoyens, qui attendent un sursaut, une initiative. A la condition de dire ensemble que nous sommes prêts à changer nos pratiques, et inventer le projet et la stratégie de transformation sociale et écologique du XXI^e siècle. La réappropriation de la politique par les citoyens commence par en bas, à partir des valeurs de l'écologie, de l'autonomie, de l'égalité, de la dignité. Nos forces politiques doivent être prêtes à dépasser les logiques d'appareils, et les vieilles routines pour créer, à l'image des mouvements grecs et espagnols, une nouvelle force politique. Impulsés par des responsables du mouvement social, du monde culturel et intellectuel critique, du Front de gauche, de Nouvelle Donne et d'Europe Ecologie-les Verts, les Chantiers d'espoir, avec leur prochain rendez-vous le 20 juin, constituent un point d'appui.

Si nous ouvrons nos portes et nos fenêtres sur ce qui bouge, résiste, s'invente dans les sociétés, alors nous aurons l'énergie nécessaire pour recomposer et refonder la gauche sur la base d'un projet de civilisation alternatif au modèle de développement croissant et productiviste, qui seule peut réenchâter le monde et lui donner du sens, antidote à tous les extrémismes. Alors ayons confiance dans la force de nos idées, et osons être ambitieux. Pour notre part, nous y sommes prêts.

Clémentine AUTAIN Ensemble - FDG, Elise LOWY EELV, Myriam MARTIN Ensemble - FDG, Sergio CORONADO EELV, Jacques BOUTAULT EELV, Jérôme GLEIZES EELV, Jean-François PELLISSIER Ensemble - FDG et Marie-Pierre TOUBHANS Ensemble - FDG.

Libération POLITIQUE



Quelques réflexions à propos des « 21 thèses pour l'écologie sociale »



1- Tout d'abord nous notons que malgré des termes qui peuvent être différents, et en fonction des trajectoires fort distinctes qui sont les nôtres, dans nos réflexions mutuelles se dessine une symétrie de nos problématiques globales.

- De votre part, avec le thème des « deux âmes de l'écologie », vous opposez deux orientations : l'une de réforme du capitalisme (le capitalisme vert), l'autre de rupture avec le capitalisme (un anticapitalisme). Cette dernière désignant une « écologie populaire », une « écologie des pauvres », basée sur « l'opposition entre le peuple et l'oligarchie ». Une telle opposition nous parle en ce sens qu'elle fait écho à notre propre problématique. Pour nous, qui sommes partie prenante des traditions du mouvement ouvrier, se trouvent opposés un socialisme productiviste et un socialisme anti-productiviste. La vieille alternative entre « socialisme ou barbarie », actualisée, doit intégrer la destruction de l'environnement, sinon de la planète, comme une dimension nouvelle de cette menace de barbarie. Et nous relevons que de votre côté vous faites référence à cette formule quant à l'alternative à laquelle se voit confrontée l'humanité.

- Pour ce qui nous concerne, et compte tenu de l'ancienneté de ces mêmes traditions du mouvement ouvrier, le refus du productivisme nous invite à une relecture de l'histoire, celle du mouvement ouvrier et du socialisme/communisme. Avec la volonté d'assumer les révisions qu'impose une telle relecture. Précisons qu'à nos yeux le productivisme ce n'est pas seulement une conception du socialisme comme résultant mécaniquement du progrès historique, lequel serait rendu possible par la révolution industrielle et le potentiel scientifique et technologique qu'elle a libéré. Nous ne nions pas que cette vision a existé, conduisant bien des expériences et conceptions à envisager le socialisme comme résultant d'un développement de la production des biens, sans prise en compte des finalités sociales, démocratiques et environnementales de ce même développement. Reste que cette fuite en avant productiviste doit être comprise comme combinée aux données d'une histoire sociale et politique, incluant les effets pratiques de la collaboration de classe pratiquée par la social-démocratie, d'un côté, le stalinisme, de l'autre. Ce dernier ayant prétendu avoir résolu les contradictions de la transition au socialisme, et ayant imposé une perspective de stricte concurrence économique entre le modèle capitaliste et le modèle soviétique sur le terrain du développement industriel. Cela en total mépris des conséquences catastrophiques de cette marche forcée au développementisme économique : au plan social en termes d'exploitation des travailleurs, au plan démocratique par l'écrasement des libertés, et au plan écologique par le saccage de l'environnement.

2- Ces approches nous paraissent conduire à de réelles convergences de fond. Nous partageons avec vous l'analyse d'une crise globale du système capitaliste, planétaire et multidimensionnelle (économique, sociale, écologique, démocratique). Ce qui constitue un socle d'analyse commun très important à nos yeux, concentré dans la formule de votre Manifeste « le choc qui vient ». Dans le même sens, nous apprécions positivement la définition d'un projet, radical, écologique, qui ne se conçoit pas sans un anticapitalisme (ou un antilibéralisme), une rupture générale avec un système capitaliste nécessaire-

ment productiviste. Nous partageons également la critique d'autres courants de l'écologie, celui de la croissance verte notamment, ainsi que l'analyse des dangers de l'intégration au système politique reposant sur l'alternance et au service du libéralisme et l'adaptation au consumérisme.

3- Ces convergences permettent d'approfondir les positions des uns et des autres, telles qu'elles résultent de nos histoires et références mutuelles. En ce qui nous concerne, nous devons assumer que la rupture avec le productivisme ne peut se limiter à un collage : ajouter à la perspective socialiste la préoccupation écologique. Il nous faut assumer que l'intégration de la problématique de l'écologie transforme qualitativement la démarche de l'émancipation sociale, en ce qu'elle fait jouer des contradictions fortes qui ne se surmontent pas magiquement.

De même que la référence au féminisme elle aussi ne s'ajoute pas au logiciel socialiste, mais le transforme fondamentalement (comme en témoignent les difficultés de cette intégration et les tensions qui ont émaillé et émaillent toujours les relations entre le mouvement féministe et le mouvement ouvrier). Cette transformation ne signifie pas un renoncement aux références antérieures, mais une réélaboration de celles-ci. Par exemple nous ne pensons pas que la notion de décroissance, comme figure inverse de la recherche à tout crin de la croissance, réponde au problème d'un développement économique, qui reste nécessaire en vue de sociétés plus humaines et de possibles progrès humains.

Une perspective qu'il faut concevoir en conscience de la fragilité de la planète et de la finitude de ses ressources. Cela veut dire une conception nouvelle de ce que peut être ce développement et un rapport à la nature qui rompt avec l'exploitation destructrice tel qu'imposé par le capitalisme. Nous sommes opposés au consumérisme, donc partisans d'un renoncement aux biens inutiles et dangereux, mais non pas à un développement économique visant à répondre aux besoins sociaux et environnementaux de l'humanité. Un tel développement intègre à notre sens la science et la technique, en sachant que celles-ci ne sont pas neutres au regard de la réalité capitaliste qui les a rendu possibles. Laquelle impose des contraintes et des impératifs qui sont susceptibles de stériliser, voire d'inverser leur potentiel progressiste. Au demeurant on ne peut attribuer au « marxisme » l'idée que la technique serait un instrument « neutre », celui-ci permet au contraire de comprendre l'usage social de la science et de la technique dans leur relation avec les rapports de production. Par rapport à vos thèses, sur certains points sont avancées des positions que nous ne partageons pas, par exemple ce qui semble être votre analyse des classes moyennes, ou dans un tout autre ordre d'idée la référence à la « Terre mère »... Ce sont là des questions dont il conviendrait de préciser les termes dans le cadre d'une poursuite de nos échanges.

En revanche il nous semble que sur une série de questions de grande importance se dessinent des convergences entre vos positions et les nôtres :

- Le fait de préférer à la notion de décroissance une autre approche que vous caractérisez comme celle de « croissance qualitative », avec la préoccupation clé de surmonter des inégalités qui sont aussi

des inégalités environnementales. Nous considérons en effet qu'il est important de réaffirmer comme le fait votre Manifeste que la décroissance des activités économiques responsables des dégâts écologiques « ne peut se faire au détriment des masses populaires ». Qu'il est donc décisif de convaincre que la transition énergétique n'est pas contradictoire avec la sauvegarde de l'emploi et la préservation des conquêtes sociales et démocratiques, bien au contraire. Approche qui, au plan politique, conduit à faire le lien entre l'écologie et les questions économiques et sociales, et implique de rompre avec les politiques libérales actuelles.

- Cela logiquement vous amène à conclure au refus de participer à des gouvernements « sociaux libéraux ». Une position de laquelle évidemment découlent des conséquences politiques importantes, qui nous paraissent devoir converger avec notre orientation, qui est d'opposer au gouvernement actuel et à sa politique une alternative en termes d'une autre majorité porteuse d'une rupture avec l'austérité capitaliste, la régression démocratique et la destruction de l'environnement.

- De même, sans avoir à développer ici davantage, nous partageons l'importance de l'intérêt qui est souligné pour les luttes syndicales (au nom d'un syndicalisme de classe) ainsi que pour le féminisme (lui aussi en articulation avec les références de classe).

- Et également ce que vous indiquez à propos de la question décisive de l'internationalisme, qui appellerait des développements d'ampleur.

4- Au-delà, engager une réflexion d'ordre stratégique.

Il nous semble qu'au-delà de ces questions, il devrait être possible d'engager une réflexion en commun sur des questions d'ordre stratégique.

- Celle de l'articulation entre les dimensions écologique, sociale et démocratique. Vous définissez une écologie populaire, ou écologie sociale, dont nous serons d'accord avec vous pour dire qu'elle existe à l'état de germes dans les luttes de résistance populaire. Mais considérez-vous que dans sa cohérence elle est d'ores et déjà existante, ou bien qu'elle reste à construire ? Pour notre part, c'est la seconde option qui nous paraît s'imposer. Et cette construction appelle selon nous à combiner aux références d'ordre écologique celles qui bien sûr nous sont plus familières de lutte des classes, de classe ouvrière ou salariale, de lutte pour le pouvoir... En ce sens l'écologie, pour décisive qu'elle soit ne nous paraît être le paradigme unique ou central appelé à unifier autour de lui et à intégrer dans sa cohérence propre toutes les dimensions du combat anti-capitaliste et émancipateur. La référence à des notions telle que « l'écoféminisme » peut faire entendre que tel serait votre conception. Pour notre part, nous considérons qu'il faut réfléchir et agir en envisageant une combinaison des différents axes de lutte, aux plans social, démocratique, écologique, contre les oppressions et dominations etc...

Et ce dans une perspective stratégique qui est celle de l'« expropriation des expropriateurs », d'en finir avec le pouvoir économique et politique de la classe dirigeante. Viser des bases nouvelles pour les rapports sociaux suppose que de nouvelles possibilités soient mises en œuvre. Nous voulons une société où les conditions et

les formes de la production soient radicalement changées. Une telle transformation subvertissant tous les rapports de discriminations (sexistes, racistes et aussi élitistes...), permettra que se forment une nouvelle culture et de nouvelles relations dans la vie et le travail, avec un temps libéré important.

- Quant aux notions de démocratie, de stratégie de pouvoir, d'articulation entre réforme et révolution, elles appellent un débat spécifique et de plus long terme. Votre Manifeste explique que « l'écologie ne veut pas prendre le pouvoir mais changer la société par le bas », cela en opposition aux conceptions étatistes et substitutistes de la prise du pouvoir.

La question stratégique ne se trouve pas résolue pour autant. Comment briser le pouvoir des multinationales ? Comment se réapproprier les biens communs ? Comment lutter contre la régression sociale (l'augmentation des inégalités, l'injustice et la violence institutionnelle) ? Comment mettre à l'ordre du jour une démocratie radicalement différente, avec quels pouvoirs, nationalement et dans les relations mondiales ? En bref, quelle transition ? Telles sont bien les questions au cœur de la transformation révolutionnaire en ce 21^e siècle.

- Ce qui conduit à poser celle de l'organisation séparée et de sa place dans un éventuel bloc historique. Vous vous définissez comme un courant de l'écologie sociale, appelé à trouver place dans un bloc historique. Pour notre part, nous nous définissons comme un mouvement organisé dans le cadre du Front de gauche, mais notre visée est celle d'une force politique nouvelle, en capacité de relever les défis de la période. Pour y parvenir, il nous paraît indispensable de constituer un front politique et social qui rassemble toutes les forces de la gauche sociale et écologiste. C'est par ce moyen que l'on peut d'ailleurs faire converger au mieux les courants et traditions du mouve-

ment écologiste et celles du mouvement ouvrier. Pour cela nous agissons pour notre part à l'élargissement et à la transformation du Front de gauche, tout en construisant un mouvement, Ensemble, qui se veut ouvert et porteur de ses propres propositions pour l'émancipation et les moyens d'y parvenir. Est-ce que ces préoccupations se recoupent et jusqu'à quel point ? Permettent-elles d'envisager une organisation (qui ne serait pas un parti au sens traditionnel du terme, et moins encore un parti dit d'avant garde), avec quel programme, pour

engager quel type d'action qui ne soit pas limitée aux seules élections ? Enfin, vos propositions d'alliances en fin de texte constituent de ce point de vue, au-delà de la poursuite d'un processus de discussion, des points de convergences tangibles et concrets. Bien évidemment il s'agit sur ces questions d'un chantier ouvert, les réponses étant loin d'être d'ores et déjà disponibles. Nous ne doutons pas que les échanges entre nous peuvent aider à mener cette réflexion. Ensemble met en chantier à partir de son assemblée fondatrice de janvier prochain l'élaboration d'un projet émancipateur dont beaucoup d'aspects croiseront les questions soulevées dans notre échange. Nous sommes bien conscients que la construction d'un tel projet ne peut aboutir que par la confluence d'idées et de propositions provenant de différents courants et traditions. De ce point de vue nous prenons très au sérieux le dialogue qui commence à s'établir entre nous.





Réponse à la contribution d'Ensemble



1. Nous nous réjouissons du dialogue entamé. Cette manière de débattre en dehors des échéances électorales et des accords d'appareils nous semble essentielle dans le climat politique délétère actuel caractérisé par les petites phrases y compris à l'intérieur du champ de la gauche critique et de l'écologie. Nous nous félicitons de l'accord sur la question des deux écologies et sur le productivisme. Néanmoins, nous considérons que la vision d'une critique du productivisme réduite aux péripéties bien réelles de l'URSS et du stalinisme ne nous permet pas de comprendre les racines de la modernité capitaliste fondée sur le productivisme. Dès le XIX^{ème} siècle cette coupure entre le socialisme industriel et l'écologie populaire existe à travers par exemple le rapport au luddisme comme contestation du machinisme, le rapport aux communautés paysannes et rurales - ou aux artisans - réduites à des formes précapitalistes obsolètes par rapport à la grande industrie, à l'exaltation du Progrès sans remise en cause de ses limites. Ce n'est pas simplement un débat historique dépassé mais un élément décisif de la conception de la transition.

Le capitalisme vert repose sur l'idée de croissance verte infini qui ressemble comme deux gouttes d'eau au productivisme initié par la droite et la gauche depuis 150 ans.

2. Nous sommes heureux de convergences de fond sur le projet radical antilibéral et post capitaliste. Ces convergences permettent d'aller plus loin. Nous considérons que vous avez fait un pas important en considérant que ce que vous nommez « écosocialisme » ne peut se résumer en un « copier-coller » entre les deux paradigmes. Néanmoins on peut légitimement se demander si les critiques que vous faites à la décroissance ne cachent pas une vraie différence, celle que vous émettez dans une autre partie de votre texte sur la question du rôle de l'écologie qui « pour décisive qu'elle soit ne nous paraît être le paradigme unique ou central appelé à unifier autour de lui et à intégrer dans sa cohérence propre toutes les dimensions du combat anticapitaliste et émancipateur ». Oui nous continuons à estimer que le projet écologiste est la force propulsive historique de l'époque et qu'elle constitue une grille de lecture adaptée au nouveau capitalisme qui se présente à la fois comme une société de démesure productiviste et une société de contrainte sur le plan de l'écologie mentale.

3. Tout autre est la question de savoir si les formes d'organisation générées par le mouvement d'en bas se structureront sous la forme d'une formation explicitement écologiste. C'est d'ailleurs pour cela que nous nous définissons comme un courant de l'écologie sociale et donc une organisation séparée pouvant tout à fait prendre place dans un front ou un mouvement plus large. Un des problèmes actuels du Front de gauche c'est précisément qu'aucune organisation écologiste à part entière n'en fasse partie. La spécificité et l'importance de l'écologie en est d'autant réduite et les débats d'arrière-garde sur le nucléaire et Notre Dame des Landes menés par le PCF le montrent bien. Si sur des évidences de ce genre, il n'est pas possible de nous mettre d'accord, c'est que comme vous le dites fort bien, pour vous comme pour le Front de gauche l'écologie n'est qu'un élément d'une combinaison de plusieurs axes mis sur le même plan. Cette question n'est pas secondaire. En Amérique latine, elle se pose de manière décisive aux gouvernements de gauche radicale ayant émergé ces dernières années et qui ont à peu près tous fait l'impasse sur la question du mode de développement de leur pays. Il ne suffit pas de répéter qu'on veut une société du « bien vivre ». Il faut encore remettre en cause le modèle extractiviste sur lequel il repose. Dans ce sens sans être des décroissants nous pourrions nous définir comme des objecteurs de croissance partisans d'une décroissance (et donc d'une croissance sélective).

4. Ces différences ne doivent pas occulter le fait que nous avons beaucoup de points communs sur le rapport à la politique. Les débats réguliers entre nous depuis une dizaine de mois l'ont montré. Les convergences sont nombreuses d'autant que « l'histoire nous mord la nuque » ; nous savons d'ailleurs que c'est en partie en raison de l'absence d'un fort mouvement social que nous ne pouvons pas nous retrouver « à froid », pour l'instant dans une même organisation dans laquelle, nous pourrions confronter nos points de vue à la lumière de la pratique. C'est pourquoi nous devons continuer ce dialogue en lui donnant des objectifs plus précis notamment comme vous l'indiquez sur la nature de la transition et sur la stratégie, point sur lequel nous nous permettons d'insister.

5. La stratégie au sens premier du terme signifie l'art de diriger et de coordonner les actions d'une force politique dans un contexte général pour atteindre l'objectif, c'est à dire le projet de transformation de la société. La démarche stratégique doit préciser la route à suivre, à moyenne ou longue échéance, en tenant compte de l'environnement et des capacités disponibles en interne. La stratégie ne peut donc se réduire ni à la constitution d'un front électoral, ni à la seule création d'une force politique. La stratégie ne peut donc reposer simplement sur le refus du sectarisme et l'appel volontariste à construire une alternative avec toutes les forces qui le veulent. Les tentatives à l'emporte-pièce comme le M6R ou les Appels incantatoires

du PG au rassemblement autour d'un leader charismatique ne peuvent pas non plus être un substitut à la stratégie. Il faut en préalable dire les conditions politiques et les étapes de ce processus sinon l'on ne dit rien. La stratégie de l'écologie sociale suppose trois conditions :

- la conquête de l'hégémonie culturelle, condition préalable du projet de transformation de la société. Elle passe par le basculement d'une majorité de la population favorable à une transformation écologique de la société. Le renversement du pouvoir d'état n'est qu'une illusion s'il n'est pas préparé par une insurrection des consciences.

- La stratégie de l'écologie par en bas. L'heure n'est plus aux combinaisons d'états-majors déconnectés. Dans ce sens les Zones d'autonomies temporaires comme les ZAD, les occupations de place, les Villages type Alternatiba sont une forme de préfiguration de la société que nous préconisons, de même que les formes d'économie sociale et solidaire, les innovations sociales, ... Elles montrent que la fin et les moyens ne sont pas opposés. Construire l'écologie sociale et populaire par en bas suppose de rompre avec non seulement la professionnalisation de la politique mais aussi la dimension purement électorale de celle-ci. Ce qu'Ensemble appelle les fronts thématiques, ce que nous appelons la coopérative doit être le centre de cette politique et non le supplément d'âme, accompagnant les stratégies d'état-major.

- La transformation des politiques publiques est une condition de cet évolutionnisme révolutionnaire dont parlait Jaurès. L'occupation d'espaces de pouvoir à tous les niveaux est un des éléments de cette révolution lente qui organise la transition entre la société capitaliste et la société écologique. La longue marche à travers les institutions n'est donc pas incompatible avec ce soulèvement par en bas. On ne peut réduire la question stratégique au simple dilemme tactique : est-ce que nous sommes dans l'opposition ou dans la majorité ? Même si la question se pose naturellement à partir du moment où les gouvernements sociaux libéraux en Europe participent à la destruction des valeurs de la gauche en terme d'égalité, de solidarité, de défense des acquis sociaux, de démantèlement des services publics. A cette question nous répondons que si nous sommes pour la construction d'une opposition écologiste et sociale à ce gouvernement, celle-ci ne peut se réduire à une simple addition d'appareils ou de sous tendances politiques. L'ensemble des appareils et formations situées au sein ou à gauche du Parti Socialiste suscite une défiance croissante. Celle-ci est non seulement née de la



crise mais aussi des promesses non tenues, de l'illisibilité des orientations, d'une langue de bois étrangère aux nouvelles générations et aux classes populaires. Les expériences de « Podemos », de Syriza, des Indignés en Europe comme les révolutions citoyennes arabes ou d'Amérique Latine, montrent qu'un nouveau cycle politique est enclenché par le bas même si aucune de ces expériences ne peut constituer de modèles à suivre. Les seuls enseignements que nous pouvons en tirer, c'est que l'irruption des peuples sur la scène politique et l'effondrement des vieux appareils politiques sont les faits structurants communs à ces mouvements. En France, si nous n'avons pas encore vécu pour le moment de tels moments fondateurs, la crise partisane est telle que des milliers de cadres associatifs, syndicaux, politiques, de cultures différentes cherchent à s'approprier le débat politique. Le collectif du 12 avril l'a montré en partie. Nous nous devons d'accompagner cette tendance de fond car les plus belles stratégies, si elles sont parachutées d'en haut par une avant-garde autoproclamée, ne fonctionnent pas. La question institutionnelle, celle de la VIème République même si elle est une des dimensions de la crise spécifique à la France ne peut à elle seule fonder un mouvement de reconquête par le bas. Le catalyseur d'un mouvement populaire ne peut être déterminé par avance. Tout juste une force militante peut-elle aider à créer les conditions d'un mouvement qui en s'auto-organisant la dépassera nécessairement. Si la gauche et l'écologie sociale n'arrivent plus à convaincre les classes populaires c'est :

- Qu'aujourd'hui les différentes stratégies traditionnelles de la gauche ont échoué : programme commun, gauche plurielle, gauche de la gauche, Front de gauche, autonomie des écologistes, gauche radicale (NPA, LO) ... Toutes ces recettes ont en commun d'avoir pris le PS comme élément central de toute recomposition y compris celle qui prétendait rejeter ce parti hors de gauche. Vouloir bâtir une stratégie soit de vassalisation, soit comme élément central de rejet tenant lieu de stratégie constituent deux erreurs qui ont empêché tout positionnement indépendant comme vient de le démontrer une nouvelle fois l'expérience du Front de Gauche ou celle de la participation et de la sortie du gouvernement d'EELV.

- Que son incapacité à définir une stratégie en fonction de la mutation du capitalisme et de l'état réel de la société française et européenne l'a fait dériver entre deux pôles : l'accompagnement social libéral du capital et le retour à la croissance des « Trente Glorieuses ». Les raisons en sont connues : une crise économique majeure, incluant une récession aiguë, une crise sociale, une crise écologique, une crise identitaire. En fait si ces différentes crises coexistent et ont des temps variables, elles se conjuguent avec une mutation du capital qui lui donne une dimension historique sans précédent depuis le passage de la première mondialisation commerciale à la seconde mondialisation liée à la révolution industrielle. Echec antérieur et actuel des forces de gauche à contester l'hégémonie du néolibéralisme et du productivisme. Adaptation et soumission progressive de partis sociaux-démocrates au projet néolibéral. Absence de projet de société qu'on appelle socialiste, communiste, écologiste, suite à l'effondrement du « socialisme réel ». Affaiblissement des forces populaires à travers des attaques sur leurs organisations économiques et politiques dans le secteur public et le secteur privé, et l'intégration partielle dans un mode de vie financiarisé. Divisions des forces d'émancipation sur les valeurs et les objectifs : République, laïcité, égalité, liberté, nucléaire, croissance, pacifisme, liberté de circulation et d'installation, politique étrangère... Constitution d'un bloc de pouvoir transnational dirigé par le capital financier. Plus profondément ce qui apparaît c'est la crise du politique et des partis politiques, la rupture profonde entre le peuple et l'oligarchie. Là aussi cette crise n'apparaît pas de manière spontanée. Les partis politiques sont nés avec la révolution industrielle au XIXème siècle. Ils se sont organisés sous une forme verticaliste par en haut séparant la politique du social avec l'assentiment en France du mouvement social (Chartes d'Amiens). Alors qu'ils étaient l'expression même déformée des classes et des couches sociales, ils ne sont plus aujourd'hui que l'espace de répartition et de la distribution. Les tentatives diverses à gauche de recomposition (NPA, FDG, EELV) sont parties de la nécessité

de transformer le rapport entre les dirigeants et les dirigés, de refuser l'uniformité, de diversifier les fonctions de l'organisation politique. Si elles ont amené chacune à leur manière des avancées intéressantes, (coopérative, fronts thématiques, dépassement des appareils d'origine par le brassage de cultures politiques différentes...), elles ont échoués dans leur ambition première, celle de renouveler le personnel politique, de régénérer la politique, de réduire le fossé entre la classe politique et la population et notamment les classes populaires. Elles ont échoué dans leur tentative de réunir les trois logiques constitutives de l'écologie sociale : la tendance intellectuelle et théoricienne, la tendance militante, la tendance d'expérimentation sociale. Nous avons besoin de ces trois logiques. Exclure la théorie, la pratique militante ou l'expérimentation sociale est une mutilation. La reconstitution d'une stratégie crédible doit se fonder sur plusieurs éléments qui aujourd'hui manquent cruellement à l'écologie sociale. Un grand récit sous-tendant le projet et le programme de transition écologiste. C'est le préalable. Sans orientation homogénéisant un nombre de cadres politiques, syndicaux ou associatifs sur une base à la fois large mais idéologique et politique relativement précise, il n'y a pas de possibilités d'avancer sérieusement dans la constitution d'alliance durable (un Front) ou plus souple. Une analyse justifiée de l'état de la société (compositions sociale, fractures sociales, écono-

miques, identitaires, écologistes, territoriales, culturelles). La base sociale de l'écologie et de la gauche radicale est aujourd'hui constituée par les « bobos », groupe social issu des classes moyennes à capital culturel élevé, composé d'intellectuels précaires (intermittents, vacataires...), de cadres de la fonction publique ou du privé... qui ont en commun des pratiques sociales et des références culturelles quelque soient leurs revenus. Ce groupe social fait partie d'une alliance émancipatrice, c'est l'évidence mais il ne peut en être la colonne vertébrale politique et idéologique. La pollinisation des pratiques sociales les plus avancées dans

les classes populaires doit être un élément de la stratégie. Un positionnement sur les alliances stratégiques à partir d'une analyse politique des forces sociales en présence ; celles qui sont nos adversaires comme celles qui sont nos alliées. Le but de guerre. Est-ce la conquête et l'exercice du pouvoir ? La constitution de zones et d'espaces de libertés sociales ? La lutte pour la lutte ? L'établissement de contre-pouvoir ? La lutte directe pour une société écologique sans passer par des étapes préalables ? Les formes d'organisation surgissent sans que jamais la question de la perspective politique n'apparaisse. Aider les mouvements à clarifier leur rapport à la politique est une étape essentielle de la recomposition. Une vision du type d'organisation politique dont nous avons besoin. Si le centralisme démocratique est désormais un pan de l'histoire, la seule référence abstraite à l'organisation en réseaux ou à la place ou à l'horizontalisme ne suffit pas. La construction de Podemos et de Syriza adaptés à leur situation nationale ne peut être imitée, même si la première est riche d'enseignement. La crise actuelle de la gauche est aussi liée à sa coupure profonde avec les classes populaires. La stratégie de Terra Nova de substitution du vote Bobo fondée sur l'offensive sur les questions de société au vote populaire prenant en charge les questions sociales, écologiques, liées aux classes populaires s'est imposée dans l'ensemble de la gauche traditionnelle. La raison en est simple. La destruction du vieux mouvement ouvrier et populaire de la révolution industrielle a laissé en friche la conscience politique. Plus de contre-société organisée à travers les syndicats et les organisations populaires structurées autour des grandes entreprises, déstructuration du lien social, non émergence de nouvelles organisations sociales en dehors d'organisations communautaires notamment religieuses dans les quartiers. La désertion des militants a accéléré le développement du désert politique dans les classes populaires. La clé d'une stratégie d'écologie sociale est de lier la résistance actuelle aux politiques d'austérité dominées par la finance et la construction d'une guerre de position à long terme pour une société du bien vivre, fondée sur la justice sociale et écologique.



Contribution de Patrick Farbiaz



Retour sur les cycles de réunion



LMP et Ecologie Sociale (membres d'EELV) et Ensemble (membre du FdG) ont engagé un travail commun depuis près d'un an, conscients que la gravité de la situation politique nécessitait d'approfondir le débat entre nous sur la transformation sociale et écologique. Nous avons organisé des débats publics portant sur la question démocratique et le pouvoir, les liens entre dimensions écologique et sociale ou encore la question stratégique face au FN. Nous avons également échangé des contributions de fond par écrit dont vous trouverez certaines dans cette brochure. Il s'agit de construire le dialogue et faire vivre le débat entre celles et ceux qui ne se résignent pas à se laisser enfermer dans l'impasse où conduit la politique actuelle du gouvernement.

ENSEMBLE membre du Front de gauche **LMP** action d'EELV et **ÉCOLOGIE SOCIALE**

lancent en commun un cycle de réunions en présence d'invités

Ces réunions se dérouleront les 12 février, 12 mars et 9 avril, à la Mairie du 2^{ème} Paris - 8, rue de la Banque (métro Bourse)

La première réunion publique aura lieu le **12 février, à 19h30**, sur le thème **« Transition et pouvoir »**

Avec les invités suivants :

- Janette Habel, politologue, enseignante à IHEAL à l'université Sorbonne Nouvelle
- Razmig Keucheyan, sociologue, maître de conférences à l'université Paris-Sorbonne
- Elise Lowy, enseignante, membre du comité de rédaction de la Revue Ecorev'
- Roger Martelli, co-directeur de la rédaction du mensuel Regards

ENSEMBLE membre du Front de gauche **LMP** action d'EELV et **ÉCOLOGIE SOCIALE**

lancent en commun un cycle de réunions en présence d'invités

Réunion publique le **12 mars, à 19h30**, sur le thème **« Ecologique et social : Pourquoi choisir ? »** à la Mairie du 2^{ème} Paris - 8, rue de la Banque (métro Bourse)

Avec les invité-e-s suivants :

- Josepha Diringier, spécialiste du droit du travail, maître de conférences (Rennes 1)
- Philippe Billard, ancien sous-traitant du nucléaire, syndicaliste et lanceur d'alerte
- Hélène Adam et Louis-Marie Barnier, auteurs de « La santé n'a pas de prix »
- Jérôme Gleizes, économiste, enseignant (Paris 13), conseiller de Paris
- Corinne Morel Darleux, coordinatrice des assises pour l'écosocialisme, conseillère régionale
- Benoît Borrits, journaliste à Regards, association Autogestion



Débat

Réunion publique le **10 juin, à 19h30**, sur le thème **« Face au FN, quelle politique ? Quelles réponses à la désaffiliation par rapport à la politique ? Quelle stratégie pour la gauche ? »** à la Mairie du 2^{ème} Paris - 8, rue de la Banque (métro Bourse)

Animée par Stéphane Alliès, journaliste

- Pouria Amirshahi, député hors de France, membre du conseil national du PS
- Isabelle Attard, députée du Calvados, Nouvelle Donne
- Clémentine Autain, porte parole nationale d'Ensemble
- Eric Coquerel, SN à la coordination nationale du Parti de Gauche
- David Cormand, SN adjoint, chargé des élections et des relations extérieurs d'EELV
- Léa Filoche, conseillère de Paris, membre du bureau fédéral PS
- Elise Lowy, membre de l'exécutif national d'EELV
- Francis Parry, membre de l'exécutif national du PCF



Pour nous contacter : groupecontacts@awal.listes.vox.coop

Ensemble (membre du FdG) : J-F Pelissier, Clémentine Autain, Francis Sitel, Pierre-François Grond, Roland Merieux, Pierre Khalfa, Janette Habel.

LMP et Ecologie Sociale (membres d'EELV) : Elise Lowy, Jacques Boutault, Patrick Farbiaz, Chekra Kaabi, Sergio Coronado, Jérôme Gleizes, Annie Lahmer, Véronique Dubarry, Francine Bavay, Abdessalam Kleiche.